



U.C.S.A.cgt

Rapport Schwartz sur France télévisions 2020

La mauvaise pente

L'occasion nous est donnée, à l'ouverture de ce CCE extraordinaire consacré à Info 2015, de réagir au rapport de la commission Schwartz présenté hier en grande pompe par trois ministres du gouvernement. La CGT de France télévisions a longuement rencontré la commission le 22 janvier dernier. Elle regrette vivement que ses analyses et propositions n'aient pas permis d'éclairer la commission.

Indépendance de France télévisions : une fiction qui ne trompe plus personne

Pour la CGT, ce rapport tord définitivement le cou à la fiction de l'indépendance retrouvée de la présidence de FTV. Qu'on se le dise, c'est le gouvernement qui fixe directement la feuille de route du PDG, le CSA n'a qu'à cocher le nom de celui qui la mettra en oeuvre, avec, pourquoi pas, le retour, en prime, de Marc Schwartz comme directeur financier... La boucle serait ainsi bouclée.

Une chose est certaine, en dépit des vœux pieux sur "l'autonomie, l'audace et l'agilité" que la tutelle attend du groupe public, jamais FTV n'aura été aussi dépendante du pouvoir politique à tous points de vue.

Un cadre économique de plus en plus dégradé

Ce rapport ne répond absolument pas à la question centrale du modèle économique de FTV, gravement mis à mal par la calamiteuse réforme Sarkozy et jamais corrigé par le pouvoir socialiste en dépit de toutes ses promesses de campagne.

La réforme de l'assiette de la redevance pourrait être une occasion historique d'aborder avec courage la question du sous financement de FTV. Le rapport l'écarte d'une phrase. "*L'objet de la réforme n'est pas d'accroître les ressources publiques*"... Erreur politique majeure, d'autant que la suppression de la compensation est, elle, toujours d'actualité fin 2016 et que les besoins de développements, notamment pour accompagner les usages et retrouver tous nos publics, sont immenses..

Sur le retour de la pub en soirée, ce sont les ministres eux-mêmes qui rejettent la recommandation du rapport Schwartz allant (pourtant bien modestement) dans ce sens. Pas question pour eux de remettre de la pub après 20H, ça pourrait déstabiliser les chaînes privées qui en ont besoin... Les salariés de FTV qui viennent de subir un plan social (en attendant le prochain) apprécieront.

Enfin sur les ressources additionnelles, le plus grand flou règne en l'absence de toute avancée sur la détention des droits.

Les salariés de France 3 et des outremer dans le collimateur

Sans ressources nouvelles, le rapport n'envisage que des économies pour restaurer les équilibres budgétaires, en ciblant particulièrement les régions de France 3, pourtant déjà lourdement frappées depuis 2013 et les outremer dont la "*très forte proportion des charges de personnel dans le coût de grille*" est lourdement pointée.

Autre citation. "La gestion des effectifs et du temps de travail, particulièrement au sein des réseaux régionaux, des fonctions support et des équipes de production et de fabrication, doit gagner en souplesse et en capacité d'adaptation." Tout un programme.

Création: on ne change pas un système qui perd

Pour la ministre comme pour la commission, les producteurs privés sont les meilleurs garants de la création et de l'exception culturelle. Le rapport évoque pourtant l'exemple de la BBC où les capacités de production "dépendante" peuvent atteindre 75% contre 5% à FTV. Et quand la BBC tire 30% de ses ressources de la détention des droits des programmes, FTV n'en obtient que 3%.

Mais ceux qui rêvaient d'un changement de cap en seront pour leurs frais. Le lobby des producteurs privés est toujours bien en place et il n'a pas l'intention de perdre une miette d'argent public.

Quant au discours faussement conquérant de la ministre qui souhaite que FTV joue un rôle de locomotive dans le développement de la filière de production à l'échelle européenne, il ne s'agit que de conforter le système des commandes obligatoires issu des décrets Tasca qui a démontré toute son inefficacité depuis 25 ans.

Les décrets Pellerin vont-ils détrôner les décrets Tasca pour interdire à FTV toute possibilité d'intégration verticale de sa production et de ré-internalisation de ses programmes pour les 25 ans à venir?

Amputation du périmètre

Le plus petit bouquet de l'audiovisuel public d'Europe va-t-il subir une amputation de son périmètre sous un gouvernement socialiste ?

A plusieurs reprises le rapport évoque la création d'une chaîne d'info en continu, que les ministres imaginent sur un canal hertzien, associant les opérateurs publics (FTV, Radio France, France 24, FMM), différente donc du projet de chaîne Info sur le Web conçu par l'actuelle équipe dirigeante de FTV.

Mais quel canal hertzien ? Qui devra laisser sa place ? France Ô, "qui n'a pas trouvé son public", France 4 dont la ligne éditoriale serait floue, ou France 3 dans sa forme actuelle puisque, selon la commission "il est nécessaire de s'attaquer au problème récurrent de l'insuccès relatif des programmes régionaux hors info" ? Donc réorienter définitivement France 3 sur le tout info en région?

Perte de confiance

Contrairement à ce que laisse entendre le rapport Schwartz, ce n'est pas en elles que les équipes de FTV ont perdu confiance, mais plutôt dans leur direction et dans leurs tutelles successives.

Le rapport Schwartz n'ouvre pas d'autre perspective qu'une nouvelle étape dans le plan d'économies drastiques qui frappe les personnels depuis des années. Et ce n'est pas le babil ministériel sur le numérique à toutes les sauces qui occultera cette évidence.

Pour la CGT, premier syndicat du groupe FTV, ce n'est pas le chemin d'une ambition que trace ce rapport, mais c'est la mauvaise pente du déclin pour l'audiovisuel public qu'il confirme.

Paris, le 5 mars 2015

Télécharger le rapport Schwartz ([ici](#)) et sa synthèse ([ici](#))